

Président, Broulis se renforce: Vaud veut marcher sur Berne

Un nouvel organe de prospective conduit par lui et unique parmi les cantons est créé. Il en fait une des priorités de sa présidence.

EDGAR BLOCH
À LAUSANNE

Lancement d'un organe de prospective, politique extérieure offensive sur Berne, et en direction des partenaires régionaux transfrontaliers, et renforcement de l'attractivité du canton par un soutien résolu au projet de Musée des beaux-arts. Pascal Broulis, dont l'agenda à titre de ministre des Finances paraît déjà bien chargé, entend désormais s'investir pleinement dans son rôle présidentiel durable. La bonne situation financière et politique du moment lui laisse croire que «les deux choses vont aujourd'hui bien ensemble», a-t-il confié hier lors de sa conférence de presse.

Aebischer et Arlettaz sont membres de l'entité

Il sera donc à la tête de ce nouvel organe de prospective, unique sous cette forme à l'échelle des-cantons et prévu par la constitution. Composé de neuf

personnes, dont les conseillers d'Etat Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation, et Philippe Leuba, en charge des institutions, cette structure souple de réflexion et d'appui comptera en son sein Patrick Aebischer, président de l'EPFL, et Dominique Arlettaz, recteur de l'Université de Lausanne. Utilisant les compétences des hautes écoles chargées de valoriser leurs savoirs, l'entité identifiera les évolutions sociales, techniques, scientifiques, économiques et politiques. Pascal Broulis songe à l'étude de thèmes aussi divers que les phénomènes religieux, le vieillissement de la population, l'accessibilité aux soins ou le rôle de l'Etat. Ce cénacle se réunira tout au plus une à deux fois par an et rendra compte de ses travaux aux autorités cantonales. Son budget modeste de 50.000 francs n'est prévu que pour couvrir les charges de fonctionnement, quitte à ce que les départements concernés mettent la

main au porte-monnaie pour des études plus approfondies, si nécessaire.

Vaud entend être présent dans la Ville fédérale

Autre nouvel axe de la présidence, les relations extérieures. Celles-ci passent impérativement par un retour d'influence vaudoise sur la scène fédérale, «sans impérialisme», promet-il. Après tout un Romand sur deux est vaudois et le recours à des outils tels que la Conférence des affaires fédérales (CAF), consacrée aux échanges entre l'Exécutif et la députation cantonale, va s'intensifier. De deux séances délocalisées sur les bords de l'Aar on passera à quatre. Les discussions thématiques, par exemple sur la 3^e voie CFF Genève-Lausanne, attirent aujourd'hui 16 à 17 représentants du peuple. C'est mieux qu'au début. Un Café des parlementaires vaudois a même été instauré lors des sessions. Le 16 septembre prochain, Pascal Broulis y enverra Anne-Cathe-

rine Lyon pour tenter de sensibiliser les politiciens à faciliter les horaires blocs pour les mères. Lui-même évoquera la nécessité de ne pas imposer les fédérations sportives qui rapportent 200 millions de francs par an, 1000 emplois et une image positive au canton siège du CIO et de l'UEFA. Enfin, une journée vaudoise conviviale, chapeautée par l'ancien président des chambres fédérales, Yves Christen, sera organisée le 9 septembre prochain. Par ailleurs, Pascal Broulis, qui assume la double présidence du Conseil du Léman et de la Conférence transjurassienne (CTJ), entend utiliser encore mieux ces plateformes transfrontalières avec les départements français. Le budget annuel total de 112 millions (22 millions pour la Suisse et 90 millions pour la France) permettra le lancement de nouveaux projets dans le cadre du début du programme de coopération européen Interreg IV. Ceux-ci seront rendus publics sur un bateau naviguant symbo-

liquement au milieu du lac Léman le 2 octobre prochain.

Plaidoyer pour le Musée des beaux-arts

La dernière priorité chère au cœur du président porte sur le renforcement du caractère attractif et compétitif du canton. Les mesures fiscales pour les entreprises, propices à une concurrence que Broulis appelle de ses vœux à rester contenue, et les allègements pour les familles, de même que la volonté d'asseoir la présence des fédérations sportives, on l'a dit, constituent deux de ces trois axes. Le dernier concerne la réalisation du Musée des beaux-arts, soumis au verdict des urnes le 30 novembre prochain. «Ce projet phare est d'une importance déterminante dans le rayonnement du canton, dû à l'inadéquation du palais de Rumine face aux exigences muséologiques actuelles», a martelé le président du Conseil d'Etat.

[e.bloch@agefi.com]